

La Newsletter des Etudiants de la Licence d'Économie-Gestion

Sommaire

A la rencontre des acteurs locaux

- AGORAé lutte contre la précarité étudiante 1
- Le Four de Babel, une boulangerie engagée 1
- Ticoop veut atteindre les 500 adhérents 2
- Les Zouz, le succès de l'alimentation durable 3
- Où en est la monnaie régionale bretonne ? 4

Le dossier des Masters

L'exploitation des fonds marins 5

Point Ecô

- Funding to protect oceans 7
- L'avis sur le livre *Les écolos nous mentent* 8
- Will Paris 2024 be green? 9

Ecrans verts des Ecôs 10

L'enquête des Ecôs 11

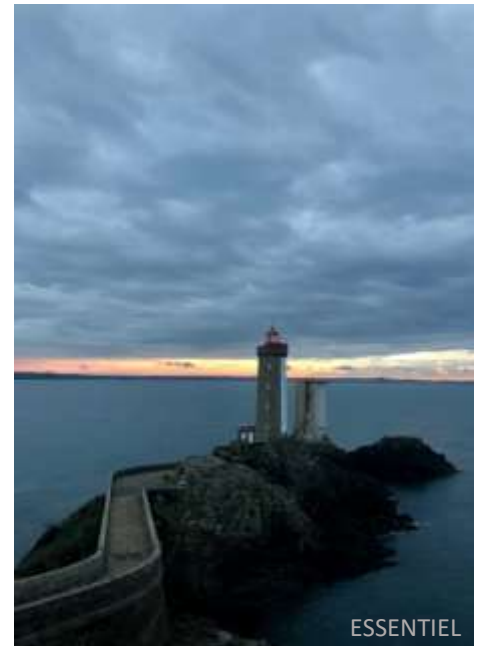
Brest par les Ecôs 12 13

Edito des enseignantes

L'année universitaire 2022-2023 a été marquée par la mise en place d'une nouvelle version de la Licence Economie-Gestion : quelques cours remaniés, la possibilité de faire un stage dès la 2^e année, la participation à des projets tutorés... La réalisation d'un journal économique est toujours proposée afin de développer les compétences en recherche d'informations, synthèse et communication écrite des étudiants.

Découvrez dans cette édition 2023 de l'**EcôJournô** les articles rédigés par les étudiants de Licence 2 Economie-Gestion. Ces textes ont été relus, corrigés et parfois complétés par les enseignantes encadrant le module, *Mmes Nourry et Collias*. Portraits d'acteurs locaux, analyses économiques, sondage et lieux bretons sont au programme.

Petite nouveauté de ce numéro : y est intégré le travail de 5 étudiants en Master qui se sont penchés sur la question de l'exploitation des fonds marins lors du marathon-recherche organisé par le laboratoire AMURE. Dossier à découvrir d'urgence en p. 5 !



Edito des étudiants

Chers lecteurs, l'**EcôJournô** saura attiser votre curiosité dans cette édition annuelle. Avec son format réduit et ses rubriques locales, nous vous ferons part de sujets économiques et sociaux actuels. L'environnement et la mer sont au cœur de ce numéro. Vous y trouverez aussi de quoi vous ressourcer et des lieux à visiter sur Brest. Saisissez l'occasion d'améliorer votre liste de bonnes adresses locales.

En vous souhaitant une bonne lecture !

*Clément Martin, Guillaume Le Noan,
Victor Naour, Antoine Vighetti
et Corentin Keraval*

Site



Pour découvrir la Licence Economie-Gestion, visitez la page :
< www.univ-brest.fr/faculte-droit-economie-gestion-aes/menu/Formations/Licences >

et suivez [notre page LinkedIn](#)

Contact : Marie-Claire Briant, Chargée de communication < marie-claire.briant@univ-brest.fr >

LinkedIn



AGORAé, un lieu où on lutte contre la précarité étudiante !

Créées en 2011 par la Fédération des Associations Générales Étudiantes dans de nombreuses villes de France, ces épiceries ont pour objectif de permettre aux étudiants en situation de précarité financière de réduire leurs dépenses alimentaires quotidiennes.



La rencontre avec Thomas DUSART, vice-président en charge de l'AGORAé à la Fédé B et Baptiste LE MASSON, président de la Fédé B, permet de mieux comprendre l'aide apportée par cette épicerie solidaire à Brest.

Thomas Dusart devant les locaux de l'AGORAé avec Diane et Lola, apprentis journalistes de l'EcôJournô

Des dons alimentaires

Située au centre du campus universitaire brestois, dans les bâtiments de la faculté de Sciences et Techniques, l'AGORAé reçoit tous les lundis et jeudis matin des dons alimentaires provenant à « 90% de la Banque alimentaire. Les 10 % restants viennent de Leclerc et de Bio-coop. » Ces partenariats permettent d'alimenter les rayons et de proposer, chaque jour, des produits alimentaires aux adhérents. « Beaucoup viennent de l'international, ils n'ont pas les mêmes coutumes alimentaires. » C'est pourquoi les gérants de l'épicerie cherchent à ce jour des partenariats avec des commerçants proposant de la viande halal. En effet, les produits les plus demandés par les étudiants à l'AGORAé sont la viande halal, l'huile, les légumes, fruits et les pâtes.

Distribués par une équipe formée

Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'épicerie, trois volontaires en service civique et des étudiants bénévoles sont mobilisés par la Fédé B. Comme l'AGORAé propose des produits frais, cette équipe est formée à l'hygiène et à la sécurité alimentaire. Cela permet d'effectuer des distributions de qualité aux 230 étudiants aidés par l'AGORAé de Brest en 2023.

L'épicerie sociale note une baisse du nombre d'adhérents par rapport aux années 2020-2021, juste après l'épidémie mondiale. Sur ces périodes, « le nombre d'adhérents avait doublé et atteint les 300 étudiants ». Mais, elle aide désormais plus d'étudiants que dans la période pré-Covid 19.

Malgré l'inflation de cette année, il n'y a pas eu d'augmentation de prix au sein de l'épicerie. Ces derniers restent toujours aux alentours de 10 % des prix du marché. De plus, pour que chaque adhérent bénéficie d'un panier, les volontaires et bénévoles régulent l'achat des produits par adhérent en fonction des quantités reçues.

Dans un lieu de vie

Pour qu'il y ait une bonne ambiance lors des distributions l'épicerie a récemment été rénovée et un coin jeu aménagé « pour en faire un petit Capucin ! » pour les étudiants. Toutefois, avec la hausse des adhésions, Thomas et Baptiste soulignent qu'ils « commencent à être à l'étroit dans ces locaux ». Un projet d'épicerie au niveau de la Faculté des Lettres à Brest et d'une antenne sur le campus de Quimper sont en projet.

Diane Guinier et Lola Le Ny

Informations pratiques sur cette [page web](#)

 [@agorae.brest](#)



Une boulangerie engagée

Désormais implanté dans les locaux de la PAM, le Four de Babel développe une gestion responsable pour sa production de pains et de pâtisseries 100 % bio. En effet, la question environnementale touche Marjolaine Berger, créatrice, gérante et boulangère au Four de Babel : « La planète est en danger. La problématique est de gérer cela au mieux pour prendre soin de tous les êtres vivants ».

Afin d'assurer le respect de l'environnement, une véritable démarche écologique est développée à différents niveaux du Four de Babel. Du point de vue de l'énergie, le four de masse utilisé permet de « mieux garder la chaleur durant la nuit » ; ainsi la boulangerie n'a pas besoin d'un long préchauffage avant son utilisation le matin, ce qui « génère des économies ». Marjolaine et les cinq autres employés font également attention au choix de leurs fournisseurs : « Nous ne nous fournissons pas auprès des pays où il y a une dictature ou chez ceux qui ne respectent pas les droits de l'Homme ». Ils cherchent aussi à faire des achats d'occasion pour le matériel. Dans cette boulangerie, tout est donc mis en œuvre pour un développement durable, soucieux de l'environnement et du bien-être humain.

A LA RENCONTRE DES ACTEURS LOCAUX

TiCoop veut atteindre les 500 adhérents

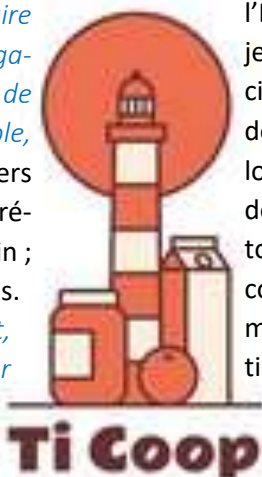
Installé à Brest en avril 2020, ce magasin particulier vient de fêter son troisième anniversaire. Il ne fonctionne que grâce à ses bénévoles, appelés coopérateurs. Avec ce système né à New-York « *la marge est faible et permet de proposer des bons produits à des prix réduits* », souligne Quentin, membre du conseil d'administration de TiCoop.

Un turn-over important

Pour assurer son fonctionnement, ce magasin coopératif a besoin de bénévoles actifs. Or, d'après Quentin, le nombre d'adhérents stagne autour de 470 depuis un an : « *il est dur de passer la barre des 500 !* ». Cela s'explique par un turn-over important. Si les profils des coopérateurs sont extrêmement variés, « *il y a un certain nombre d'étudiants et de marins* » qui ne sont pas présents à des horaires ou dates fixes et qui peuvent partir à tout moment. Comme le magasin fonctionne sans salariés, la présence des bénévoles est primordiale : « *sans eux, le magasin n'ouvre pas !* ».

Les coopérateurs au cœur du fonctionnement de TiCoop

« *Pour pouvoir bénéficier des tarifs réduits, les clients doivent obligatoirement faire 3h minimum de tâches par mois dans le magasin* » précise Quentin. Toutefois, « *le mode de fonctionnement est souple avec, par exemple, le système des créneaux volants* ». Ces derniers permettent de choisir le moment de sa présence en fonction des besoins du magasin ; sans bloquer le même créneau tous les mois. Entrer chez TiCoop, c'est devenir « *adhérent, bénévole et client. Il s'agit de devenir acteur de sa consommation* » résume Quentin.



TiCoop, « plus qu'un magasin »

Faire ses courses à TiCoop, c'est participer à « *un magasin avec des valeurs et respectueux de ses collaborateurs* » nous dit Quentin. Sur les 2000 produits référencés, TiCoop cherche à mettre en avant les fournisseurs locaux, comme une productrice brestoise de yaourts ou des producteurs de viande de Plabennec et de la presqu'île de Crozon. Il est également possible d'acheter du « *poisson de la criée de Locudy, pêché le mardi et livré à TiCoop le mercredi matin* ». A noter que l'ensemble des fruits & légumes ainsi que le vrac sont proposés en 100 % bio.

Les valeurs de TiCoop sont également visibles dans les partenariats mis en place, comme celui avec l'ESAT des Genêts d'Or. Chaque jeudi après-midi, trois jeunes de l'ESAT en situation de handicap viennent participer à l'activité du supermarché. Prochainement, TiCoop devrait s'associer à la Cloche pour permettre l'accès du local à des personnes sans domicile fixe afin de profiter des toilettes, de recharger un téléphone, de discuter autour d'un café... « *C'est aussi ça les valeurs de TiCoop* » conclut Quentin qui s'appuie sur les exemples des supermarchés coopératifs de Paris et Montpellier pour être optimiste : « *c'est possible de grandir !* ».

Florine De Oliveira et Mathis Carpentier

<https://ticoop.fr> et [@ticoopbrest](https://www.facebook.com/ticoopbrest)

A tester au 209 rue Jean Jaurès



L'étal diversifié du Four de Babel à découvrir au 51 rue de Traverse à Brest

Cette recherche apparaît au sein même de l'organisation du travail. Le Four de Babel accueille trois apprentis qui sont encadrés par trois boulangers confirmés, dont Marjolaine. Ces derniers « *acceptent de prendre une charge supplémentaire de travail afin que les apprentis aient plus de temps pour apprendre et se perfectionner* ». Il faut également noter que l'entreprise réfléchit au rythme de travail avec des horaires compris entre 11h30 et 19h. « *Les horaires de travail sont respectueuses de notre corps. On essaie de ne pas travailler la nuit* » ajoute Mme Berger. Aujourd'hui gérante de la boulangerie, elle a pour but d'en faire une société coopérative de production (SCOP) où chaque salarié serait associé et participerait à la prise de décision.

Ancienne pédopsychiatre, Marjolaine Berger avait « *la volonté de créer quelque chose de ses propres mains* ». La réussite du déménagement à la PAM avec le passage d'environ 150 clients par jour montre qu'elle a réussi sa re-conversion.

Adama Diallo, Yoan Dénél et Bastien Hennebaut

www.lefourdebabel.fr

Les Zouz de Brest : quand l'alimentation responsable et durable rime avec succès

Quatre ans après l'ouverture de leur restaurant engagé à Brest - Les Zouz, Clarisse Kerdodé et Maëlle Ruet terminent leur dernier projet : publier un livre de recettes afin de « *proposer aux gens des plats végétariens bons, pas chers et qu'ils puissent reproduire chez eux* ». Dans ces pages, elles proposent « *une cuisine assez simple* », qui ne nécessite pas de matériel spécialisé ou de technique culinaire approfondie. A travers cet ouvrage, il s'agit aussi de sensibiliser à manger responsable, en faisant attention aux conséquences de nos modes de vie sur la planète : « *si les gens mangent une fois de plus un repas sans viande, c'est un succès pour nous !* » ajoutent-elles.

« *Ces valeurs écologiques et sociales fortes* » sont au cœur même de ce restaurant. En effet, Les Zouz de Brest c'est avant tout l'histoire d'une rencontre. Maëlle et Clarisse, anciennement ergothérapeutes et peu épanouies dans leur profession, ont eu envie « *de changer de branche et de trouver quelque chose qui fasse du sens pour elles* ». Pour proposer des plats simples et gourmands à « *des tarifs qui restent abordables* », elles collaborent avec divers producteurs locaux et s'adaptent à la disponibilité des produits : « *on fait nos menus en fonction de ce que les maraîchers nous proposent en légumes* » précisent les deux restauratrices.

Chez les Zouz, l'éco-responsabilité passe aussi par l'achat en vrac – « *on met tout dans de grands bocaux en verre* » - la consigne avec leurs fournisseurs de crème et de lait – « *on n'a pas de bouteilles en plastique !* » - et une bonne estimation des quantités à préparer. Pour les clients, elles proposent des emballages consignés – « *ils partent avec et les ramènent* » - et ont choisi de travailler avec des coursiers brestois indépendants pour les livraisons à domicile faites à vélo. De l'approvisionnement à la vente, ce restaurant multiplie ses engagements pour limiter son empreinte écologique et « *faire de la restauration un peu plus éthique* ».



Clarisse Kerdodé et Maëlle Ruet, dans leur salle de restaurant, avec les apprentis journalistes Mandy et Cathia

La recette des Zouz séduit particulièrement les Brestoises : « *75 % de nos clients sont des femmes, de 25 à 65 ans* » nous précisent Maëlle et Clarisse qui restent optimistes : « *La clientèle masculine se développe peu à peu. Les consciences évoluent* ». Selon elle, les hommes « *ont beaucoup d'a priori sur les repas végétariens* ». Mais, leur passage aux Zouz leur montre qu'il est possible de manger sans viande, sainement et de manière éco-responsable, tout en étant rassasié : « *une fois qu'ils essaient, ils reviennent* » concluent-elles.

Mandy Valcourt et Cathia Rakotoarisoa

Note : Depuis l'interview, Clarisse et Maëlle ont passé le relais à une nouvelle restauratrice. Il sera toujours possible de manger végétarien à Brest (1 rue Kéréon), non plus chez les Zouz, mais chez Alé Restaurant.

Actualités sur la page [Alé](#)

Et pour suivre la prochaine aventure de Clarisse et Maëlle, c'est aussi sur [en ligne !](#)

Le message du département Economie-Gestion :

Aider nos étudiants dans l'élaboration de leurs projets professionnels

« La licence Economie-Gestion constitue un véritable tremplin vers un large éventail de formations de niveau Master (bac+5) en économie comme en gestion et qui offrent un excellent taux d'insertion professionnelle.

Pour accompagner nos étudiants, deux dispositifs ont été mis en place à la rentrée 2022. Ainsi, une [page LinkedIn](#) a été créée. Davantage qu'un "réseau des anciens" ou qu'un moyen de promouvoir notre formation, cette page a également pour objectif de permettre aux étudiants actuels de prendre connaissance de l'ensemble des possibles, en termes de poursuites d'études comme de carrières professionnelles. L'autre nouveauté réside dans le fait qu'un stage est désormais proposé dès la 2nde année de licence, en plus du stage obligatoire qui clôt la 3e année de formation.

Le bilan de ces nouveautés est encourageant. La page LinkedIn fédère déjà plus de 300 diplômés de la formation et pas moins d'un quart des étudiants de L2 ont réalisé un stage professionnalisant. »

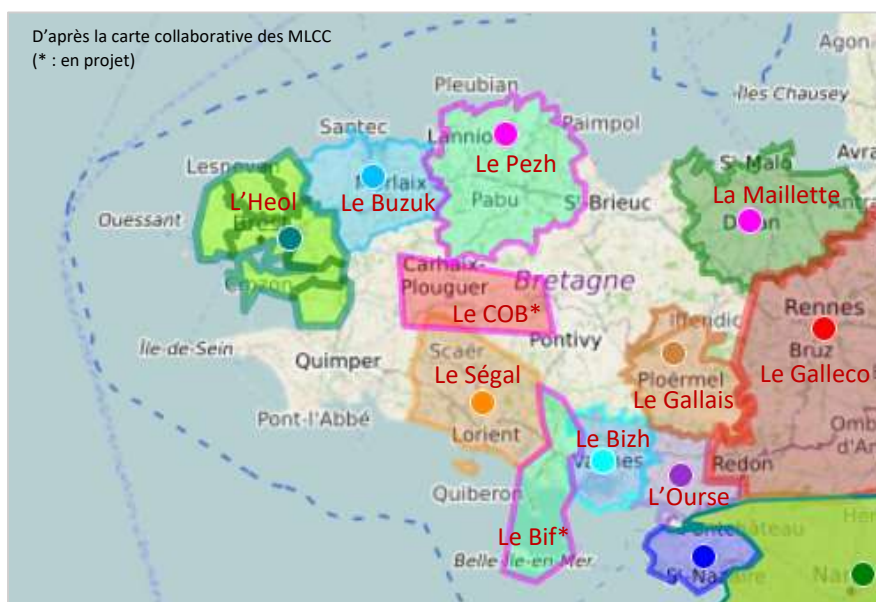
Où en est l'instauration d'une monnaie régionale bretonne ?

Annoncée fin 2020, la monnaie régionale bretonne met plus de temps que prévu à naître. Rozenn et Maëlle ont échangé avec Cédric André, membre de l'association de la monnaie locale du Pays de Ploërmel, organisation active dans le développement d'une monnaie commune à l'échelle de la Bretagne, pour connaître les actualités de ce projet.

« *Un temps fort en septembre 2023* » est confirmé par M. André. L'objectif est de « *rassembler l'ensemble des monnaies locales* [de Bretagne] » et d'identifier celles « *partantes pour le projet de plateforme numérique commune* ». En effet, cette future monnaie régionale bretonne aurait uniquement une forme numérique, ce qui questionne certaines associations de MLCC¹ comme le Buzuk de Morlaix (« *qui a déjà une solution numérique* ») ou bien Le Ségol du Pays de Lorient (« *qui ne veut pas passer au numérique* » pour des raisons écologiques, éthiques et sociales). D'autres seraient partantes : Heol, La Bizh, l'Ourse, Le Galléco, Le Gallais, La Maillette... Les projets de monnaie du Bif et du Pays Centre Ouest Bretagne (COB) « *sont très favorables à cette initiative* » pour bénéficier des avancées sur la partie numérique.

« *Couvrir toutes les zones blanches* » : voici l'intérêt de cette monnaie régionale bretonne. Cédric André précise qu'il ne s'agit pas de venir concurrencer les MLCC déjà existantes, mais « *de circuler sur les zones non couvertes aujourd'hui par une monnaie* [locale] ».

Cet outil permettrait donc d'étendre les avantages des MLCC à d'autres consommateurs et producteurs en « *aidant le tissu local et en réduisant l'empreinte écologique* ». En effet, cette monnaie ne peut être utilisée que chez les professionnels l'acceptant. La consommation locale et le circuit-court sont donc privilégiés. Pour les entreprises, cela permet d'intégrer un collectif « *qui porte des valeurs* » et influence « *la fidélisation de la clientèle* ». De plus, ces monnaies atypiques évitent également la spéculation : « *On ne peut pas mettre en banque et épargner de la MLCC. Le seul intérêt est de la faire circuler* ».



Les monnaies locales en Bretagne

Enfin, Cédric André met l'accent sur le système bancaire associé aux MLCC. « *Les euros échangés contre des Gallais, contre des Heols, vont en banque* ». Pour ces deux MLCC, c'est la NEF : « *une banque éthique qui publie l'intégralité des prêts qu'elle accorde* ». Pour M. André, il s'agit donc de « *savoir ce que fait votre argent quand il est en banque* ».

La création d'une monnaie, à l'échelle locale ou régionale, est un processus long et complexe, le plus souvent porté par des citoyens bénévoles. Or, Cédric André alerte sur les difficultés actuelles du modèle associatif : « *beaucoup de monnaies s'épuisent et ont du mal à redémarrer, suite au Covid et à l'arrivée de l'inflation* ». Pourtant, les MLCC sont un véritable outil d'« *éducation populaire pour appréhender la monnaie* ». C'est pourquoi, selon M. André, l'enjeu actuel est d'obtenir du soutien régional, via entre autres un financement suffisant pour embaucher et ainsi faciliter le pilotage du projet de monnaie régionale.

Si le projet de monnaie régionale bretonne progresse, de nombreuses questions économiques, éthiques et politiques restent à trancher. L'expérience positive de l'Eusko, la monnaie locale du Pays Basque avec 3 millions d'Euskos en circulation, montre que « *des systèmes économiques alternatifs* » peuvent être mis en place.

¹ MLCC : Monnaie Locale Citoyenne et Complémentaire



En 2022, le laboratoire de recherche [AMURE](#), centre de droit et d'économie de la mer, a organisé son premier marathon-recherche pour ses 3 masters (d'économie appliquée et de droit).

Un marathon-recherche, mais qu'est-ce donc ? Il s'agissait de faire travailler les étudiants en groupes interdisciplinaires pendant deux jours complets, les 24 et 25 novembre, sur des thématiques complexes liées aux domaines de recherche d'AMURE. Une manière ludique et concrète d'initier à la recherche !

L'**EcôJournô** a le plaisir de vous présenter le travail des lauréats !

L'exploitation des ressources minérales en mer profonde

Chers lecteurs, il est important de situer l'importance des ressources minérales en eau profonde pour le futur. Notre équipe rédactionnelle a synthétisé les problématiques liées à l'exploitation de ces fonds marins. Il conviendra ainsi de nous intéresser à l'opportunité, ou plutôt l'inopportunité de ce type d'exploitation, qui entraîne des difficultés d'encadrement.

Tout d'abord, précisons deux termes :

- Les ressources minérales font référence aux hydrocarbures ainsi qu'aux différents métaux tels que le fer, le cuivre, le nickel, le cobalt, qui se trouvent dans des nodules polymétalliques.
- Nous considérons que l'eau profonde se trouve au niveau de la plaine abyssale, soit sous 2 000 mètres par rapport au niveau de la mer (cf. schéma p. 8).

Une opportunité d'exploiter les ressources minérales en mer profonde ?

L'absence de rentabilité économique

Ces ressources minérales se présentent comme une alternative à certains composants présents dans les appareils électroniques et dont la quantité arrive à épuiser. Toutefois, pour que les industriels se tournent vers l'exploitation des ressources minérales en mer profonde, ils doivent y voir un intérêt financier en termes de rentabilité. Or, en analysant certains indicateurs (tel que le prix des ressources minérales, les coûts liés à la nature des technologies à utiliser pour l'extraction, les investissements liés à l'acquisition des équipements), il apparaît que cette activité n'est pas rentable. Dans son article de 2017, Christophe-Alexandre Paillard a d'ailleurs relaté son expérience permettant d'appréhender l'aspect crédibilité ou viabilité de ce type d'exploitation et est arrivé à la même conclusion.

Par ailleurs, l'exploitation des ressources minérales en mer profonde pose également le problème de distribution et de répartition des ressources.

L'analyse économique et technique de tous les facteurs à prendre en compte dans le processus d'exploitation

des ressources minérales en eau profonde montre que celui-ci n'est pas économiquement rentable, tant pour les industriels que pour les acteurs des marchés mondiaux.

Un désastre écologique

L'exploitation des ressources minérales marines reste également très controversée d'un point de vue écologique étant donné ses conséquences catastrophiques pour la biodiversité. En effet, tout en étant essentiels afin d'assurer la transition écologique (le cobalt et certaines terres rares sont indispensables dans la fabrication d'éoliennes et de batteries de voiture électrique), l'extraction cause notamment la destruction des habitats et des écosystèmes marins. Selon le biochimiste marin allemand Matthias Haeckel, « chaque opération d'exploitation minière élimine une couche biologiquement active de 200 à 300 kilomètres carrés ».

Plus de 600 scientifiques ont signé une tribune afin de demander la suspension, au nom du principe de précaution, des activités d'exploitation minière afin de laisser le temps aux scientifiques de mieux comprendre les impacts écologiques. Mais selon une étude publiée dans *Marine Policy*, il faudrait au moins une dizaine d'années pour que la communauté scientifique puisse rattraper son retard sur le sujet ; soit une éternité pour les industriels !

Cependant, cette question est prise au sérieux par les États et les Nations Unies, notamment par la construction du processus Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ). Il vise à instaurer un instrument juridique contraignant dans le but de protéger la biodiversité en haute mer, là où le droit national ne s'applique pas.

La géostratégie, unique raison d'être de cette exploitation

La Chine exploite de nombreuses ressources minérales marines afin de pouvoir conserver son monopole et maintenir les autres États dans une situation de dépendance dans l'approvisionnement de ces minéraux essentiels pour les technologies de défense et les technologies bas carbone. Cela explique en partie la politique très agressive de Pékin en mer de Chine avec la revendication de plu-

sieurs îles, comme les îles Senkaku entre le Japon et la Chine.

Quant aux pays du Sud qui n'ont pas toujours les moyens financiers et techniques pour exploiter eux-mêmes les ressources, donner l'autorisation pourrait permettre une entrée de bénéfices importante. C'est par exemple le cas de la Namibie, qui a passé un accord de 10 ans avec le diamantaire sud-africain De Beers et ce malgré des conséquences désastreuses d'un point de vue environnemental avec la destruction de sa flore marine. Cependant, la Namibie n'aurait jamais pu exploiter seule ses mines et elle bénéficie économiquement de cet accord en revendant 15 % des diamants extraits par De Beers et en prélevant environ 220 millions d'euros d'impôts (en 2018).

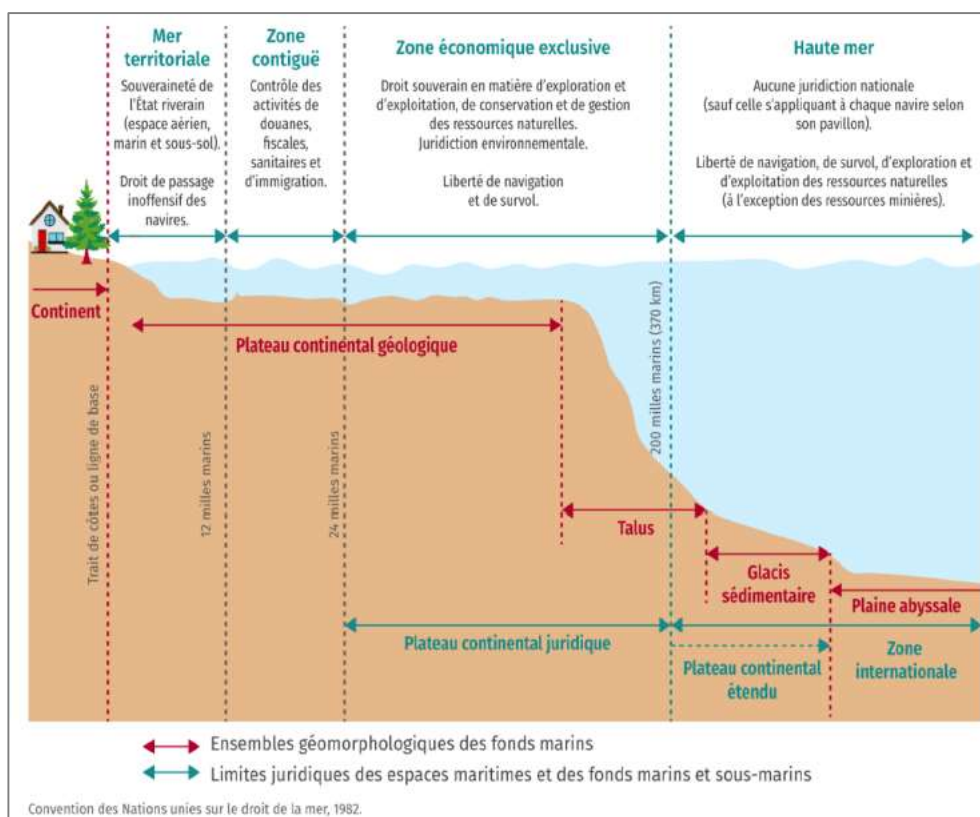


Schéma des différentes zones délimitées par la Convention de Montego Bay de 1982

La difficile mise en place d'un cadre d'exploitation, conséquence directe de l'absence d'accord des acteurs

La création lente d'un code minier international par l'AIFM

Le droit international, grâce à la CNUDEM¹ aussi appelée Convention de Montego Bay, a délimité les espaces maritimes en plusieurs zones : il y a la mer territoriale, la ZEE², la Haute mer et la « Zone » (cf. schéma). Celle-ci fait référence aux « fonds marins et leur sous-sol, au-delà de la juridiction nationale ».

L'instance chargée de cet espace est l'Autorité Internationale des Fonds Marins (AIFM). C'est elle qui régleme l'exploration et l'exploitation des ressources minérales dans les fonds marins, en signant des contrats avec des entreprises minières publiques ou privées. Toutefois, à ce jour, l'AIFM n'a délivré que des contrats d'exploration.

Malgré un travail interne, l'AIFM ne parvient pas à fixer un Code minier international qui permettrait de régleme les opérations d'exploitation. Tant que ce texte n'est pas abouti, l'Autorité refuse de délivrer tout contrat d'exploitation permettant d'encadrer et de surveiller les conséquences environnementales des exploitations. Dès lors, et malgré ce projet de Code, le droit international peine à régleme l'exploitation de la Zone. Cela est notamment dû à la divergence d'opinions quant à l'opportunité de ces opérations.

La position favorable de l'Union européenne

La position de l'Union européenne en la matière n'est pas évidente car elle dispose d'une voix unique à l'AIFM, à laquelle ses États membres doivent se conformer au nom du principe de coopération loyale. Afin de parvenir à cette position commune, un groupe de travail est constitué pour travailler en amont de chaque réunion avec l'AIFM.

La position de l'Union européenne est globalement en faveur de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins dans le respect du principe de précaution. Elle est également fortement en faveur du Code minier de l'AIFM. Elle met en place des « Initiatives Matières Premières » (2008 et 2011) qui permettent d'instaurer des « conditions générales propices à un approvisionnement durable en matières premières ». La stratégie de « croissance bleue » peut aussi être mentionnée parce qu'elle a permis aux différentes institutions européennes de s'exprimer en faveur des opérations d'exploitation des fonds marins.

Cette position unique européenne défendue au niveau international est impossible à maintenir au niveau des ZEE puisque ces zones sont sous la souveraineté des États. Ils sont donc libres de laisser des entreprises exploiter leurs fonds marins. La volonté des États est donc importante à prendre en compte en la matière.

¹ Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer

² Zone économique exclusive

La position divergente de la France vis-à-vis de l'Union européenne

Afin d'illustrer cette potentielle divergence d'opinion entre un État et l'Union européenne, il est intéressant de se concentrer sur le cas particulier de la France. En effet, au cours de la Conférence sur les océans du 27 juin 2022 organisée à Lisbonne ainsi que lors de la COP 27 en Égypte, la France s'est déclarée opposée à toute forme d'exploitation des fonds marins. La France ne peut pourtant pas choisir une telle position d'opposition alors que celle de l'Union européenne est favorable.

La France utilise donc différentes stratégies avec l'aide des pays du Sud pour faire passer ses idées. Face à l'activation par l'État de Nauru de la « règle des deux ans » en 2021, l'AIFM devra se prononcer sur toute demande d'exploitation des ressources minérales de la Zone, avec ou sans Code minier, d'ici juillet 2023. En France, le Sénat a donc demandé au gouvernement de voter contre ou de tout faire pour ralentir ces exploitations en l'absence de Code minier pour encadrer les opérations.

Sources du dossier des Masters :

(2022), Compte Rendu de la Mission d'information Fonds Marins du Sénat, 5 avril.

www.senat.fr/compte-rendu-commisions/20220404/mi_fonds_marins.html

Kansoun L-N., (2021), « Nouvel accord entre la Namibie et De Beers : 2,7 milliards \$ de contribution fiscale en vue sur 20 ans », Agence Ecofin, 15 octobre.

www.agenceecofin.com/diamant/1510-92383-nouvel-accord-entre-la-namibie-et-de-beers-2-7-milliards-de-contribution-fiscale-en-vue-sur-20-ans

Kloetzli S., (2022), « Extraction en eaux troubles », *Socialter*, n°51, p. 56-61.

Kouchner A., (2022), « Exploitation des fonds marins : et si on évitait la prochaine catastrophe écologique », *L'ADN*, 25 octobre.

www.ladn.eu/ladn-transition/exploitation-des-fonds-marins-trouble-jeu-francais/

Paillard C-A., (2017), « Enjeux économiques : quel est le potentiel des ressources minérales marines ? », *Responsabilité & Environnement*, n°85, Janvier, p. 19-23.

Réveillat J., (2022), « L'exploitation des ressources minérales dans la zone : une conciliation entre des enjeux contradictoires », *Revue Juridique de l'environnement*, vol. 47, p. 577-591.

Roellinger A., (2019), « Les grands fonds marins, quel avenir pour les ressources minérales ? », Note de synthèse ISEMAR n°213, Octobre, 4 p.

Weiss S., (2022), « La menace écologique de l'exploitation minière en eaux profondes », *National Geographic*, 5 avril.
www.nationalgeographic.fr/environnement/la-menace-ecologique-de-l'exploitation-mini-ere-en-eaux-profondes

Pour pouvoir agir de la sorte, il faudrait que la France parvienne à convaincre l'Union européenne de la nécessité de s'y opposer.

Il est donc clair que malgré un enjeu géostratégique important, l'exploitation des ressources minérales des fonds marins ne semble pas être la solution face à l'épuisement des ressources terrestres. Cette question sur laquelle travaille l'AIFM peut donc en entraîner d'autres : pourquoi aller en mer alors qu'il reste encore des ressources à découvrir à terre ? Et pourquoi ne pas s'interroger davantage sur notre manière de produire et de consommer ? Des solutions plus respectueuses de l'environnement et de l'Homme peuvent sans doute être valorisées mais un changement radical de cap serait alors nécessaire. Tous les États ne sont pas prêts à le faire ...

Simon Guyader (GTDL), Abdoul Bahassitou Kissira (E2AME), Margot Perdereau (DAM), Arthur Renaud (GTDL) et Noémie Robert (DAM)

POINT ECÔ

Urgent funding to protect our oceans

If oceans are priceless, their protection has a cost: between 3 to 7 billion euros to protect 10 % of their surface, says economist Thomas Binet. Urgent funding is necessary due to unprecedented challenges, from climate change to plastic pollution, overfishing and habitat destruction. Two different mechanisms are already being implemented.

The insurance solution

In 2019, a Mexican State successfully signed a contract to insure a portion of the coral reef along the Mexican coast. This system is triggered automatically when certain weather events, hurricanes with very strong winds (more than 180 km/h) in this case, occur. With this parametric insurance, fast monetary compensation is distributed to help communities sustain their activities, but also to finance the necessary means to repair the broken corals and to eliminate the debris after the storms. In 2020, after the Delta hurricanes, 700 000 € were paid and more than 15 000 coral colonies were repaired.

Protecting coral is important as it reduced waves and is a natural barrier for other marine ecosystems such as mangroves. However, marine ex-



Une remise en question des thèses écologistes ?

Dans son ouvrage *Les écolos nous mentent*, Jean de Kervasdoué invite ses lecteurs à réfléchir sur différents thèmes environnementaux. Il pointe du doigt les véritables problèmes qui, selon lui, ne sont pas réglés car les solutions proposées par les militants écologistes ne seraient pas adaptées.

Publié en 2021, ce livre s'intéresse aux arguments avancés par les militants écologistes en examinant plusieurs domaines tels que l'alimentation, la santé... Jean de Kervasdoué, économiste et professeur, cherche à montrer que certaines thèses sont basées sur des hypothèses fausses ou trompeuses. Dans les trois parties de l'ouvrage (Les dérives écologiques, Procès d'intention et Paradoxes), l'auteur s'appuie sur des statistiques et cite des sources précises pour soutenir ses positions controversées sur l'environnement et sur certaines politiques environnementales.

Un des chapitres concerne le manque d'eau. Jean Kervasdoué remet en question la théorie courante d'une pénurie d'eau imminente

au niveau mondial. Pour lui, cette théorie est fondée sur une compréhension erronée de la façon dont l'eau est utilisée et distribuée. Il explique que l'eau est une ressource renouvelable : les nappes souterraines et les fleuves auraient une capacité suffisante pour subvenir aux besoins. Au niveau de la France, il indique, sans préciser la source de la statistique, que « *le prélèvement annuel global dans les nappes est de 0.25 % du stock national* ». S'il est bien conscient de la diminution de la hauteur des fleuves en France, il considère toutefois que « *limiter les irrigations des agriculteurs n'a aucun sens* ». Dans ce contexte, il met en avant que la gestion de l'eau est un défi politique et économique, plutôt qu'un problème environnemental.

Les écolos nous mentent est un livre qui interpelle. L'auteur alerte sur les théories alarmistes qui manquent souvent de fondements « *solides* » comme il le dit clairement. Il invite à une approche plus pragmatique de la politique environnementale.

Le but de ce livre est pour moi réussi. Après l'avoir lu, je me suis posée de nombreuses questions sur ce qui était « vrai » ou « faux ». Je partais d'une idée sur un thème qui, finalement, était complètement chamboulé par ses propos. Quelle que soit votre opinion sur les sujets abordés, ce livre peut être une lecture intéressante pour élargir votre perspective et interroger vos propres positionnements.

Elise Guéguen

perts think that hurricanes are not the biggest threat to coral in this area: acidification, wastewater discharges and overfishing also need to be addressed, which is not the case with this insurance solution.

Development of marine protected areas

Worldwide, 7.4 % of oceans were designated as protected areas in 2021, which means specific management measures have been implemented in these spaces in order to conserve marine resources, protect biodiversity and promote sustainable development. According to the International Biodiversity Agreement signed in December 2022 in Montreal, this percentage must reach 30 % up to 2030, requiring important funding especially in the Southern countries.

Even at the national level in France, there is a lack of financial resource to enhance the effectiveness of policies for marine protected areas. A report from the French Senate recommends to securize public funding, fostering private sponsorship and implementing economic users participation to increase monetary resources.

The funding of ocean protection is an example of the difficulty to redirect financial flows towards actions promoting biodiversity and the environment.

Sources :

Radio France, (2020), « Au Mexique, un récif assuré », 16 décembre.

www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-chronique-environnement/au-mexique-un-recif-assure-1887760

Murray Christine, (2021), « L'assurance maritime peut-elle sauver les récifs coralliens ? », Eurisles, 12 juin. www.eurisles.org/lassurance-maritime-peut-elle-sauver-les-recifs-coralliens

Binet Thomas, (2018) « Finance privée et entreprises doivent contribuer à la protection des océans », *Le Monde*, 3 novembre, p. SCQ7.

Valo Martine, (2023), « Ce que prévoit le traité sur la haute mer, étape historique dans la protection des océans », *Le Monde*, 10 mars, p.12.

Zimmerlich Julia, (2021), « Qui va payer pour protéger la nature », *Le Monde*, 3 septembre, p. 26.

Lavarde Christine (2021), « L'essentiel sur le contrôle budgétaire relatif au financement des aires protégées », Commission des Finances, Sénat, 6 p.

www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/finances/Essentiel/Essentiel_Aires_protegees.pdf

Bloom, (2021), « Des millions d'euros pour des aires marines non protégées », 2 p.

<https://bloomassociation.org/wp-content/uploads/2022/05/lien-cc2-financement-amp.pdf>

Will Paris 2024 keep its environmental promise?

The environmental aspect is of utmost importance for the committee responsible for organizing the upcoming Olympic Games in Paris next year. Their goal is to reduce the carbon footprint of this global sporting event by 50 percent. Is it merely a form of green communication or something more?

Indeed, around 15 000 athletes, 25 000 journalists and 13 millions of spectators are likely to be present during this month of competition. Transportation (from their home to Paris as well as during the Games) and consumption, food among others, will generate greenhouse gas emissions. Before that, sports infrastructures and the Olympic Village must be developed. On this point, the organization committee underlines that 95 % of infrastructure are either already existing or will be temporary only, in order to minimize the environmental impact. Moreover, the Olympic Village is close to the sites of competition; public transportation, active mobility solutions will be enhanced and renewable energy sources used.

However, looking for sponsors in accordance with this environmental strategy is not an easy task. Indeed, the committee lost one of its biggest sponsors in the person of Total in July 2019. Around 120 million euros must be found, knowing that economic partnerships should amount to 1.2 billion euros. Will the committee find enough sponsors in line with the green strategy? Without them, it may be forced to lower their ecological requirements which would be very damaging to the image of Paris and the 2024 Olympic Games.



London 2012 :

3.5 millions tonnes of CO2 equivalent



Paris 2024 :

Goal : 1.5 millions tonnes of CO2 equivalent

Note that various controversies have already risen. In late November 2022, the Olympic Games mascot was unveiled. But, these toys are produced in China! Even the French Minister of Ecological Transition, Christian Béchu, considered this situation to be "a problem". In March 2023, a crisis erupted between the Olympic committee and Paris City Hall concerning air conditioning for athletes in the Olympic Village. These examples show the difficulty to make such an important event more sustainable.

Lastly, the organization committee plans to use compensation mechanisms to gua-

rantee the carbon neutrality of the Games. It means it will invest in green projects, e.g. a forest plantation. Unfortunately, these schemes are not very efficient at the environmental level and often criticized by non-governmental organizations. While ecological movements are more and more active in France and Europe, there is significant pressure on the organizational front.

If the Olympic committee wants to prevent any disruption during this 2024 edition, the actual implementation of the event must align with the rhetoric.

*Yvan Dénier, Adama Diallo
and Bastien Hennebaut*

Sources :

Destelle Thomas, (2022), « Stades abandonnés, chantiers démesurés, pollution... Paris 2024 va-t-il avoir les mêmes conséquences écologiques que les précédents JO ? », *France Info*, 22 septembre.

www.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/paris-2024/stades-abandonnes-chantiers-demesures-pollution-paris-2024-va-t-il-avoir-les-memes-consequences-ecologiques-que-les-precedents-jo_5373748.html

Delamotte Allan, (2019), « Paris 2024 : entre écologie et contraintes budgétaires, quelles solutions pour financer l'événement ? », *TF1 Info*, 29 novembre.

www.tf1info.fr/sport/jeu-paris-2024-entre-ecologie-et-contraintes-budgetaires-queles-solutions-pour-financer-les-jeux-olympiques-interview-pierre-rondeau-2138984.html

Kerboua Narjasse, (2022), « Les Jeux olympiques 2024, "un levier pour accélérer la transition écologique" », *Made In Marseille*, 22 novembre.

<https://madeinmarseille.net/125471-jeux-olympiques-2024-levier-accelerer-transition-ecologique/>

Fougères Pierre, (2023), « JO de Paris 2024 : la climatisation dans le village olympique fait polémique », *Capital*, 2 mars.

www.capital.fr/entreprises-marches/jeu-de-paris-2024-la-climatisation-dans-le-village-olympique-fait-polemique-1461819

WWF France, (2016), « Paris 2024, premiers Jeux alignés avec les objectifs de l'Accord de Paris », WWF France.

www.wwf.fr/projets/paris-2024-premiers-jeux-alignes-avec-les-objectifs-de-laccord-de-paris

ECRANS VERTS DES ECÔS

Plongez dans l'univers de la nature et découvrez les enjeux environnementaux actuels à travers la collection de documentaires engagés et inspirants, sélectionnée par Oumekelthoum, Antsa, Cathia et Mandy !



Food, Inc. (2008) : un film de Robert Kenner qui se concentre sur les rouages de l'industrie alimentaire américaine et sur ses dérives, notamment en termes d'élevage. Ce film nous a fait vraiment réfléchir sur ce que nous mangeons et comment cela a été produit. Après avoir vu ce film, nous faisons beaucoup plus attention quand nous faisons nos courses.



Home (2009) : un documentaire de Yann Arthus Bertrand qui nous invite à admirer la beauté de notre planète mais aussi à observer les attaques sur celle-ci. L'auteur adresse un message : il est temps d'arrêter de se plaindre et d'agir vraiment pour notre futur.

Le passage qui nous a le plus marqué est celui où l'on peut voir des images aériennes de la déforestation massive de la forêt amazonienne, l'un des poumons de notre planète. Ce documentaire nous a sensibilisées à l'importance de la préservation des forêts pour lutter contre le changement climatique.



Demain (2015) : c'est un film documentaire de Cyril Dion qui nous a éveillées à l'urgence climatique et nous a donné l'envie d'agir pour la planète.

On y rencontre l'actrice Mélanie Laurent qui parcourt le monde à la rencontre de personnes luttant pour un monde plus vert. Nous avons été touchées de voir que des actions de tous les jours comme manger bio peuvent vraiment faire une grande différence pour le bien de la planète.

Note de la rédaction de l'**EcôJournô** : dans le même esprit, Une fois que tu sais (2021) d'Emmanuel Cappellin.



Avant le déluge (2016) : réalisé par Fisher Stevens sur le thème du réchauffement climatique, ce documentaire vise à informer les populations et à les inciter à voter pour des dirigeants qui accordent la priorité au climat.

Il montre des solutions pratiques pour sauver la planète. L'une d'elles nous a marquées : l'utilisation de la technologie de capture et stockage de carbone, qui implique l'extraction du dioxyde de carbone de l'atmosphère et son stockage dans des réservoirs souterrains. Bien que cette solution ne soit pas encore largement mise en œuvre, elle offre un potentiel pour réduire les niveaux élevés de carbone dans l'atmosphère et ralentir le changement climatique.



*Oumekelthoum Ahmed, Antsa Razanadrakoto,
Cathia Rakotoarisoa et Mandy Valcourt*

Les étudiants face à l'inflation : Les résultats de notre sondage

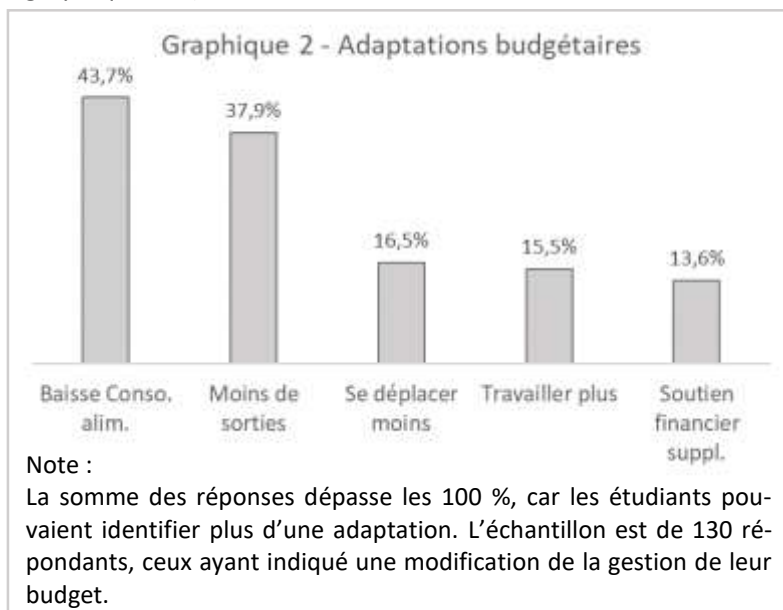
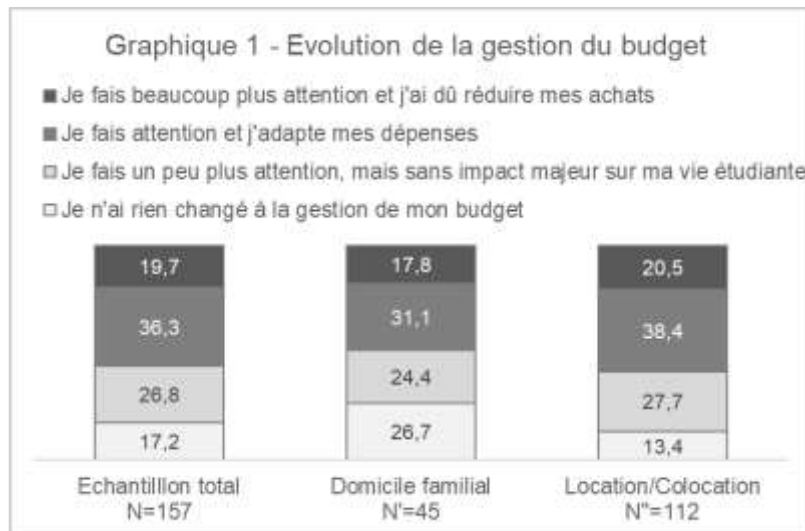
Entre le logement, les dépenses alimentaires, le coût du transport et les autres frais, il peut vite être difficile de gérer son budget ; encore plus avec l'inflation constatée depuis l'année 2022. C'est dans ce contexte que Lola, Marie, Diane et Sarah ont interrogé les étudiants de l'UFR Droit Economie-Gestion et AES. La hausse des prix est-elle perçue par les étudiants et entraîne-t-elle des changements de comportements ?

Des étudiants en difficulté financière

Selon les résultats du sondage, seulement 17,20 % des répondants n'ont rien changé à la gestion de leur budget entre Septembre 2022 et Mars 2023. Toutefois, ce taux est encore plus faible (13,40 %) pour ceux qui doivent payer leur logement (en résidence universitaire, en location/colocation privée). A noter que ce groupe constitue un peu plus de 70% de notre échantillon. La situation économique semble difficile pour les étudiants brestois, car plus de la moitié d'entre eux déclarent faire attention et même pour certains réduire leurs achats (cf. graphique n°1).

Adaptation et restrictions

70 % des répondants au sondage déclarent être soutenus financièrement par leurs parents, un peu plus d'un tiers bénéficie de bourses sur critères sociaux, un tiers d'allocation (essentiellement pour le logement) et un tiers reçoit des revenus d'un travail étudiant. Malgré ces sources variées de financement, nombreux sont les étudiants à devoir s'adapter à la hausse des prix. Sur les 130 étudiants indiquant une modification dans la gestion de leur budget depuis la rentrée de Septembre 2022, près de 80 % identifient au moins une conséquence parmi les 5 proposées (cf. graphique n°2). L'action la plus citée est la baisse de la consommation alimentaire (à hauteur de 43,7 % des répondants) suivie de la réduction des sorties et des dépenses associées (37,9 %). La recherche de ressources supplémentaires est moins présente avec un accroissement du temps de travail pour 15,5 % et une demande de soutien financier à la famille pour 13,6% (cf. graphique n°2).



Aides et Astuces

Plusieurs étudiants ont mis en avant le repas au restaurant universitaire à 1€ ainsi que le soutien d'associations pour des dons de denrées alimentaires, comme AGORAé, la banque alimentaire et le secours populaire. La distribution gratuite de protections périodiques est également soulignée. Des répondants nous ont aussi donné leurs conseils pour la gestion financière. Certains proposent de « *se fixer un montant par poste de dépenses et d'essayer de s'y tenir en suivant ses comptes* ». D'autres font particulièrement attention aux dépenses énergétiques en « *baissant le chauffage et coupant le wifi la nuit* ». Enfin, plusieurs applications ont été identifiées pour faire des économies : Vinted pour acheter des vêtements de seconde main, Blablacar pour partager les frais routiers et Too Good To Go pour bénéficier d'invendus alimentaires à prix réduit.

Devenir étudiant rime souvent avec indépendance. Mais, en gagnant en liberté, les étudiants doivent aussi apprendre à tenir un budget, ce qui apparaît de plus en plus complexe du fait de l'inflation présente. Si le soutien des associations locales et universitaires est souligné, la communication est primordiale pour que les étudiants en difficulté puissent être au courant des dispositifs d'aides existants sur le campus et sur Brest.

Un samedi avec Sarah, Lola, Diane et Marie, étudiantes en Economie-Gestion



MATIN

Séance sportive au **Jardin du Conservatoire Botanique National**
9h à 10h

Pour débuter notre journée en toute sérénité, rendez-vous au vallon du Stang-Alar, afin de réaliser un petit footing de 30 minutes chacune à notre allure.



Travail et déjeuner au **Beaj Kafé**
11h à 13h

Douchées et changées, nous rejoignons ensuite le Beaj Kafe où nous pouvons avancer sur nos oraux et ensuite déguster des bons plats végétariens ...



APRES-MIDI

Toujours au travail, avec une session loisirs, aux **Capucins**
14h à 18h

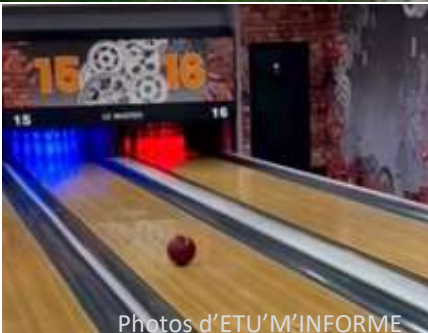
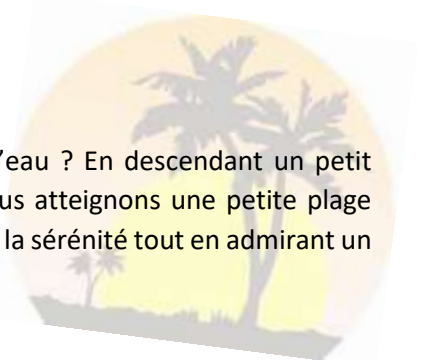
Après le déjeuner, direction la médiathèque des Capucins. Nous poursuivons nos révisions de cours dans les coins réservés au travail. Nous nous octroyons tout de même une séance de jeux de société dans les salles dédiées.



SOIREE

Décompression à la **plage de Kernisi**
19h à 20h

Quoi de mieux que de se poser au bord de l'eau ? En descendant un petit sentier avec une vue sur la rade de Brest, nous atteignons une petite plage reculée, où nous pouvons apprécier le calme et la sérénité tout en admirant un magnifique coucher de soleil.



Loisirs au **Master**
21h à 22h

Retour au centre-ville de Brest, nous nous rendons au Bowling "Le Master" où nous enchaînons les parties. Certaines d'entre nous jouent également aux jeux d'arcades. Pour notre prochaine session, nous irons chanter à tue-tête dans une des salles réservées au karaoké !

Pour Marion, Mia, Loïc, Yannick et Jules, l'environnement marin est emblématique de Brest et ses alentours. Ils nous proposent quatre lieux pour profiter de ce cadre naturel.

Brest, vue mer



Le four à chaux de Plougastel est un lieu rempli de souvenirs pour nous, depuis le collège. Il reste un de nos coups de cœur encore aujourd'hui. Pour les amoureux des sports nautiques ou pour des sorties familiales, vous y trouverez votre bonheur !

ECO JOURNAL



ECO JOURNAL



L'équipe de l'ECO JOURNAL

Le Tour du Monde : pour nous, l'un des meilleurs bars de Brest pour se détendre après une promenade au bord de l'eau.



ECO JOURNAL



ECO JOURNAL

Marion Robin, Mia Gourmelon,
Loïc Le Nouveau, Yannick Baert et Jules Quéré